



ASSEMBLÉE NATIONALE

11ème législature

Kosovo

Question au Gouvernement n° 1876

Texte de la question

M. le président. La parole est à M. Marc Laffineur.

M. Marc Laffineur. Monsieur le Premier ministre, des jeunes Français de vingt ans sont engagés à Mitrovica pour essayer d'éviter une guerre civile. Ils font avec abnégation un travail difficile, qui demande beaucoup de volonté et qui les oblige à prendre des risques. Je crois que, sur tous les bancs, nous pouvons leur rendre hommage (Applaudissements sur tous les bancs.)

D'autant qu'ils sont aussi obligés de faire un travail de policier pour lequel ils ne sont pas formés car le ministre de l'intérieur refuse d'envoyer des fonctionnaires de police volontaires. (Exclamations sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.) On sait d'ailleurs qu'il était opposé à l'intervention militaire. Dois-je rappeler que Bernard Kouchner, la semaine dernière encore, réclamait à la télévision ces policiers, se plaignant que seule la France refuse d'en envoyer ? (« Oh ! » sur les mêmes bancs.)

Monsieur le Premier ministre, les jeunes Français à Mitrovica vont-ils payer longtemps les divergences internes à votre Gouvernement ? (Protestations sur les bancs du groupe socialiste.)

Allez-vous oui ou non envoyer des policiers à Mitrovica ? (Applaudissements sur les bancs du groupe Démocratie libérale et Indépendants, du groupe du Rassemblement pour la République et du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance.)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur.

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je voudrais tordre le cou à certaines rumeurs, car la situation à Mitrovica doit être évoquée avec beaucoup de circonspection compte tenu de la gravité des incidents qui s'y déroulent. Chacun comprend que lorsqu'il est fait usage d'armes à feu, seule la présence de militaires armés peut tenir en respect des foules pouvant atteindre 30 000 personnes, voire davantage, qui manifestent avec la volonté de déplacer les lignes qui séparent la communauté albanaise de la communauté serbe.

Vous faites allusion aux réticences que j'aurais manifestées quant à l'envoi de policiers au Kosovo. (« C'est Kouchner ! » sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.) Je tiens à rappeler que le conseil de défense réuni au mois de juillet dernier sous l'autorité de M. le Président de la République a décidé que 80 gendarmes et 80 policiers seront mis à la disposition de l'administration de l'ONU, en plus des 4 500 soldats français déjà présents au Kosovo. Ce qui fait de la France l'un des principaux contributeurs à la force internationale.

Sur les 155 candidats qui ont été présentés - c'est-à-dire bien plus que les 80 auxquels nous étions tenus par la décision du conseil de défense - 137 ont été retenus par l'OSCE et 37 seulement, dans l'état actuel des choses, par l'administration de l'ONU. Pour l'essentiel, il s'agit de policiers qui exercent leurs fonctions à l'école de police de Vucitrn pour former la police kosovare, la CIPOL, dans des conditions extraordinairement difficiles, qui suscitent à la fois mon admiration et ma préoccupation.

Il n'est pas raisonnable d'alimenter ce genre de rumeur (« C'est Kouchner ! » sur plusieurs bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants). Les soldats français sont mis en cause de manière extrêmement injuste dans certaines campagnes de presse - je n'en dirai pas plus, pour ne pas créer une polémique qui n'a pas lieu d'être. Il faut aller au fond des choses, la situation est difficile, de multiples questions se posent à propos de

l'avenir du Kosovo.

Il est inutile de pointer l'absence de policiers. Chacun comprend bien que ce ne sont pas 30 ou 40 policiers de plus qui changeront quelque chose. (Exclamations sur les bancs du groupe du Rassemblement pour la République, du groupe de l'Union pour la démocratie française-Alliance et du groupe Démocratie libérale et Indépendants.)

M. Laurent Dominati. Kouchner ne comprend rien, alors ?

M. le ministre de l'intérieur. Monsieur le député, je vous invite à faire preuve d'un peu plus d'esprit critique en vous rappelant les décisions prises par les autorités de l'Etat. (Applaudissements sur les bancs du groupe Radical, Citoyen et Vert, du groupe socialiste et du groupe communiste.)

Données clés

Auteur : [M. Marc Laffineur](#)

Circonscription : Maine-et-Loire (7^e circonscription) - Démocratie libérale et indépendants

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1876

Rubrique : Politique extérieure

Ministère interrogé : intérieur

Ministère attributaire : intérieur

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 23 février 2000, page 1095

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 23 février 2000